

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002 Cedex 02  
30907 NÎMES  
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 10 décembre 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**NESTLE WATERS SUPPLY SUD**  
LES BOUILLENS  
30310 VERGEZE

Références :  
Code AIOT : 0006601737

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement NESTLE WATERS SUPPLY SUD implanté LES BOUILLENS 30310 VERGEZE.

A la suite d'un signalement effectué par l'exploitant le 4 décembre 2025 faisant état de dépassements des valeurs limites en sortie de station d'épuration sur plusieurs paramètres réglementés et pendant plusieurs jours, une visite d'inspection a été conduite le 9 décembre 2025.

Cette inspection avait pour objectif de vérifier la conformité des rejets aux prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur, d'analyser les causes potentielles de ces non-conformités et d'évaluer les mesures mises en place pour limiter l'impact environnemental.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NESTLE WATERS SUPPLY SUD
- LES BOUILLENS 30310 VERGEZE
- Code AIOT : 0006601737    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société Nestlé Waters Supply Sud exploite l'usine de production et d'embouteillage d'eau minérale, l'eau Perrier, sur le territoire de la commune de Vergèze.

Les installations exploitées sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2019-008 du 16 janvier 2019 complété par l'arrêté préfectoral n°2021-048-DREAL modifiant la surveillance des rejets en eaux, et l'arrêté préfectoral du 3 juin 2025 relatif aux prélèvements et à la consommation en eau.

**Contexte de l'inspection :** Accident

**Thèmes de l'inspection :** Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de

contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émissions des eaux en sortie de la station de traitement	AP Complémentaire du 13/07/2021, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	8 Jours
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 16/01/2019, article 4.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	8 Jours
3	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 16/01/2019, article 4.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 16/01/2019, article 4.3.3	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée sur le site a permis de relever plusieurs non-conformités au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les constats sont les suivants :


1. Des dépassements des valeurs de rejets liquides ont été enregistrés sur les paramètres MES (jusqu'à 113,6 mg/L pour un seuil limite de 35 mg/L le 3 décembre, soit plus de trois fois le seuil) et DCO sur plusieurs jours consécutifs (plus de 10% des jours du mois), traduisant un dysfonctionnement de la station d'épuration des eaux industrielles.
2. La présence d'un rejet de 60 m<sup>3</sup>/h alors que toutes les lignes de production sont à l'arrêt a révélé un apport d'eau issu de forages d'eaux minérales redirigées vers la station d'épuration. Cette pratique, assimilable à une dilution, contrevient aux prescriptions interdisant le transit d'eaux non polluées par les ouvrages de traitement.

Au regard des non-conformités constatées lors de l'inspection, une mise en demeure est proposée afin d'encadrer les actions correctives permettant de rétablir la conformité de ces rejets.


## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Valeurs limites d'émissions des eaux en sortie de la station de traitement


<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/07/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Valeurs limites d'émissions des eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 2: STEP eaux industrielles (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5 de l'arrêté préfectoral n°19.008N)</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• pH : compris entre 5,5 et 8,5</li><li>• Débit: 1900 m³/j</li><li>• MEST: 35 mg/l (concentration) / 66 kg/j (flux)</li><li>• DCO : 50mg/l (concentration) / 95 kg/j (flux)</li><li>• Azote total : 15 mg/l (concentration) / 28.5 kg/j (flux)</li></ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 4 décembre 2025, l'exploitant a informé le service de l'inspection des ICPE d'un dépassement constaté en sortie de la station d'épuration, concernant le paramètre MES pour le 3 décembre 2025.</p> <p>Les paramètres mesurés dépassant les seuils sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• MES avec une valeur seuil limite à 35 mg/L<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Le 3 décembre 2025, la concentration mesurée était de 113,6 mg/L, soit plus de 3 fois la valeur autorisée.</li><li>◦ Le 5 décembre 2025, une nouvelle mesure a révélé une concentration de 38,8 mg/L, toujours au-dessus du seuil réglementaire. Les résultats d'analyses à partir du 6 décembre montrent un retour à la normale pour ce paramètre.</li></ul></li><li>• DCO avec une valeur seuil limite à 50 mg/L<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Un dépassement a été constaté à partir du 4 décembre 2025, sans retour à la conformité à la date de l'inspection.</li><li>◦ L'analyse effectuée le 8 décembre 2025 montre une concentration de 56 mg/L, confirmant la persistance du dépassement pendant 6 jours, ce qui correspond à plus de 10% des mesures sur une base mensuelle.</li></ul></li></ul> <p>L'exploitant a transmis le 10 décembre 2025, lendemain de l'inspection, les résultats d'analyse du 9 décembre 2025. Ceux-ci montrent un retour à la normale pour la DCO (45 mg/L) qui nécessitera d'être confirmé.</p> <p>Il a également transmis les résultats d'analyses réalisées sur le Vistre en amont et aval du rejet ; les paramètres mesurés sont stables.</p> <p>Ces résultats traduisent une non-conformité aux prescriptions de l'article 4 avec un dépassement des valeurs limites pour les deux paramètres cités ci-dessus.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 8 Jours


## N° 2 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2019, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - valeurs limites
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans le cas d'une autosurveillance permanente ( au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle. [...]
<b>Constats :</b> Concernant l'incident signalé le 4 décembre 2025, il a été constaté un dépassement significatif de la concentration en MES, avec une valeur mesurée à 113,6 mg/L le 3 décembre, soit plus de trois fois la limite autorisée de 35 mg/L. Par ailleurs, les dépassements sur la DCO ont été relevés sur une période d'au moins six jours consécutifs, ce qui excède le seuil de 10% dans la série mensuelle de résultats prévu par l'arrêté préfectoral cité en référence. Les services de l'inspection constatent un non-respect de l'article cité ci-dessus tant sur la fréquence des dépassements que sur la concentration.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 8 Jours

### N° 3 : Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2019, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - dilution des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré que l'ensemble des lignes de production était à l'arrêt. La visite sur le terrain a mis en évidence la présence d'un rejet d'eau au niveau du point de rejet des eaux industrielles, avec un débit instantané d'environ 60 m³/h. Après échanges avec l'exploitant, il a été indiqué que ce rejet provenait des eaux de deux forages d'eaux minérales, actuellement suspendus, pour lesquels il faut néanmoins maintenir un débit constant pour des raisons sanitaires. Ces eaux, issues de forages, ne sont ni traitées ni considérées comme des effluents pollués. L'article cité en référence interdit toute dilution par des eaux non polluées. En conséquence, la redirection de ces eaux vers la station d'épuration industrielle constitue un usage non conforme de cette installation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit s'assurer que seules les eaux industrielles transitent par la station de traitement prévue à cet effet.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 Jours

#### N° 4 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2019, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - mise à l'arrêt
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé que l'ensemble des lignes de production était à l'arrêt, en réponse aux dépassements constatés en sortie de station.  Le redémarrage des lignes de production ne pourra être envisagé qu'après le retour à la conformité des concentrations mesurées en sortie de station.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Afin de suivre l'évolution de la situation, l'exploitant transmet quotidiennement aux services de l'inspection les résultats des analyses portant sur : <ul style="list-style-type: none"><li>• les concentrations et flux en MEST, DCO et NGL,</li><li>• le pH,</li><li>• le volume d'effluents entrés dans la station</li></ul> jusqu'à 15 jours après retour à la normale pour s'assurer qu'il n'y a pas de nouvelle dérive due aux redémarrages. Il adresse également les analyses effectuées en amont et en aval du rejet dans le Vistre afin de vérifier qu'il n'y a pas d'impact sur le milieu.  Par ailleurs, un rapport d'accident circonstancié est attendu au plus tard le 19 décembre 2025, conformément aux obligations réglementaires en vigueur.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

Nîmes, le

Cellule Risques Anthropiques

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté préfectoral N°25-XXX-DREAL**

mettant en demeure la société **NESTLE WATERS SUPPLY SUD** de respecter  
certaines dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation n°19.008N  
du 16 janvier 2019 complété par l'arrêté préfectoral n°2021-048-DREAL  
du 13 juillet 2021 modifiant la surveillance du rejet des eaux

Le préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le titre VII du livre I du Code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu** le titre 1er du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19.008N du 16 janvier 2019 d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une usine d'embouteillage d'eau minérale située au lieu-dit « Les Bouillens » à Vergèze exploitée par la société NESTLÉ WATERS SUPPLY SUD ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-048-DREAL du 13 juillet 2021 modifiant la surveillance des rejets des eaux de la société NESTLÉ WATERS SUPPLY SUD ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 10 décembre 2025 faisant suite à la visite d'inspection réalisée le 9 décembre 2025 sur le site exploité par la société NESTLÉ WATERS SUPPLY SUD ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courriel avec accusé de réception et courrier recommandé du **XX décembre 2025** ;

**Vu** les observations de l'exploitant transmises par mail électronique du / formulées par courrier du

**Vu** l'absence d'observations de l'exploitant ;

**Considérant** que la société NESTLÉ WATERS SUPPLY SUD exploite une usine d'embouteillage d'eau minérale sur le territoire de la commune de Vergèze ;

**Considérant** que l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2021-048-DREAL susvisé prescrit une concentration maximale en MEST de 35 mg/l et en DCO de 50 mg/l en sortie de la station d'épuration industrielle ;

**Considérant** que la concentration en MEST a dépassé trois fois ce seuil le 3 décembre 2025 et que la concentration en DCO a dépassé ce seuil plus de 10 % du temps sur le mois de décembre 2025 ;

**Considérant** par conséquent que la société NESTLÉ WATERS SUPPLY SUD n'a pas respecté les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2021-048-DREAL susvisé ;

**Considérant** que lors de sa visite du 9 décembre l'inspection a constaté que des effluents arrivent à la station d'épuration industrielle alors que l'exploitant déclare que toutes les chaînes de production sont à l'arrêt et toutes les opérations de nettoyage arrêtées ;

**Considérant** que l'exploitant déclare que ces effluents sont les eaux de décharge des forages Romaine IV et Romaine IV Bis qui ne sont plus exploités actuellement mais ne peuvent être complètement arrêtés pour des raisons sanitaires ;

**Considérant** qu'en application de l'article 4.3.3.1 de l'arrêté n°19.008N susvisé la station d'épuration industrielle ne doit recevoir que des effluents industriels ;

**Considérant** que les eaux de décharge des forages sont des eaux propres qui diluent les effluents industriels et modifient ainsi le fonctionnement de la station, ce qui est interdit en application de l'article 4.3.2 de l'arrêté n°19-008N susvisé ;

**Considérant** par conséquent que la société NESTLÉ WATERS SUPPLY SUD ne respecte pas les prescriptions des articles 4.3.2 et 4.3.3.1 de l'arrêté n°19.008N susvisé ;

**Considérant** que conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, la société NESTLÉ WATERS SUPPLY SUD doit être mise en demeure de régulariser sa situation ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard :

## **ARRÊTE**

## **Article 1<sup>er</sup> – Valeurs limites d’émission de la station de traitement des eaux industrielles**

La société NESTLÉ WATERS SUPPLY SUD, dont l’usine d’embouteillage d’eaux est située sur la commune de Vergèze, est mise en demeure de respecter les valeurs limites d’émission en concentration et en flux en sortie de la station de traitement des eaux industrielles, prescrites à l’article 4 de l’arrêté n°2021-048-DREAL susvisé, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté.

## **Article 2 – Dilution**

La société NESTLÉ WATERS SUPPLY SUD, dont l’usine d’embouteillage d’eaux est située sur la commune de Vergèze, est mise en demeure de respecter les articles 4.3.2 et 4.3.3.1 de l’arrêté n°2021-048-DREAL susvisé en envoyant uniquement des eaux industrielles dans la station de traitement de ces eaux, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

## **Article 3 – Rapport d’accident**

En application de l’article 2.5.1 de l’arrêté n° 19.008N susvisé, suite au dépassement des valeurs limites d’émission des concentrations en MES et DCO, un rapport d’accident précisant notamment les circonstances et les causes des dépassements, les effets sur les personnes et l’environnement, ainsi que les mesures prises ou envisagées pour éviter de nouveaux dépassements est adressé à l’inspection des installations classées avant le 19 décembre 2025.

## **Article 4 – Mesures conservatoires**

Tant que les valeurs limites d’émission de la station de traitement des eaux industrielles ne sont pas respectées et pendant au moins 15 jours après retour à la normale, la société NESTLÉ WATERS SUPPLY SUD adresse quotidiennement à l’inspection :

- les concentrations et flux en MEST, DCO et NGL,
- le pH,
- le volume d’effluents entrés dans la station.

Il adresse également les analyses effectuées en amont et en aval du rejet dans le Vistre afin de vérifier qu’il n’y a pas d’impact sur le milieu.

## **Article 5 – Sanctions**

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus aux articles 1 et 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l’encontre de l’exploitant les sanctions prévues à l’article L. 171-8 du Code de l’environnement.

## **Article 6 – Délai et voie de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l’article R. 514-3-1 du Code de l’environnement par voie postale ou par l’application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l’exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 7 – Information des tiers**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 8 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) OCCITANIE – unité inter-départementale Gard-Lozère, la maire de Vergèze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société NESTLÉ WATERS SUPPLY SUD en recommandé avec accusé de réception.

Le Préfet